



130613-02

SGAR
REÇU LE

13 JUIN 2013

Arras, le 3 juin 2013

Dest.	Att.	Info.
DREAL	X	
XIV		X
NP		X

Monsieur Dominique BUR
Préfet de la Région
Nord - Pas-de-Calais
2 rue Jacquemars Gielée
59000 LILLE

Philippe RAPENEAU
Président
Adjoint au Maire d'Arras
Conseiller Régional

Direction du développement durable
PR/GL/CF/NB/FSD/99
Affaire suivie par : Nathalie BRET - 03.21.21.87.09

Objet : consultation sur le projet de SRCE-TVB



Monsieur le Préfet,

Par courrier reçu le 05 avril 2013, vous me soumettez pour avis le projet de Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame Verte et Bleue (SRCE-TVB), résultant des lois Grenelle du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010, dont vous avez copiloté l'élaboration avec le Conseil Régional Nord - Pas-de-Calais.

~~Je vous prie de bien vouloir trouver, en pièce jointe, la délibération de la Communauté urbaine d'Arras, réservant un avis favorable au projet de SRCE-TVB.~~

J'attire toutefois votre attention sur la récente fusion entre la Communauté urbaine d'Arras et la Communauté de Communes de l'Artois, que vous avez également consultée, intervenue le 1er janvier 2013, en application de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. L'avis transmis porte sur l'ensemble du nouveau territoire formé par la Communauté urbaine d'Arras.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma haute considération:



Philippe RAPENEAU

Copies

Mme Rossignol, Vice-Présidente chargée du développement durable, de l'écologie urbaine et de l'environnement

Mme Gorin, Vice-Présidente en charge de la trame verte et bleue

Communauté Urbaine d'Arras

La Citadelle, Boulevard du Général de Gaulle - BP 10345 - 62026 Arras Cedex
Tél. 03 21 21 87 00 - Fax. 03 21 21 87 87 - Site Internet : www.cu-arras.fr

CONSEIL DE LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS

SEANCE DU 23 MAI 2013

**Schéma Régional de Cohérence Ecologique – Trame Verte et Bleue
Avis de la Communauté urbaine d'Arras**

Monsieur le Président donne lecture du rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La constitution d'une trame verte et bleue, outil d'aménagement du territoire visant à lutter contre l'érosion de la biodiversité, figure parmi les plus importantes mesures des lois Grenelle.

Sa mise en œuvre repose, dans chaque région, sur l'élaboration d'un Schéma Régional de Cohérence Ecologique, dénommé pour notre Région : Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame Verte et Bleue (SRCE-TVb).

Conformément aux dispositions de l'article L. 371-3 du Code de l'environnement, le projet de SRCE-TVb, dont l'élaboration est copilotée par le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional, est soumis à l'avis des EPCI avant enquête publique.

La dégradation rapide des milieux naturels, leur fragmentation et leur artificialisation entraînent une perte massive de biodiversité. La nature génère directement 40% de l'économie mondiale et fournit trois grands services écosystémiques : approvisionnement (eau, bois, énergie), régulation (érosion, climat, épuration) et culturel (loisirs). Les principales pressions agissant directement sur la biodiversité entraînent donc des conséquences majeures sur le bien-être humain. De fait, enrayer la perte de la biodiversité constitue un levier économique et social inestimable.

L'ambition du SRCE-TVb est de participer à la préservation, la gestion et la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques en prenant en compte les activités humaines, selon les objectifs suivants :

- identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité (ce sont des espaces exceptionnels du point de vue de leurs caractéristiques écologiques ou de leur diversité biologique ; ils concentrent l'essentiel du patrimoine naturel sauvage régional) ;
- identifier, maintenir et remettre en bon état les corridors écologiques (ils jouent un rôle primordial dans la préservation de la biodiversité, pour trois raisons essentielles : brassage génétique, déplacement des espèces pour répondre à leurs besoins biologiques fondamentaux, recolonisation) ;

- se donner les moyens d'agir à travers un plan d'actions stratégique.

En Nord – Pas-de-Calais, le SRCE-TVB s'inscrit dans la continuité de la démarche TVB initiée dans les années 1990 et s'appuie sur une démarche scientifique solide coordonnée par le Conservatoire Botanique de Bailleul.

Le diagnostic identifie dix types de milieux à préserver à l'échelle de la Région dont quatre sur le territoire communautaire :

- les forêts ;
- les zones humides ;
- les cours d'eau ;
- les prairies et bocages.

Les dynamiques d'évolution identifiées sur ces milieux (pression urbaine importante, disparition de la trame végétale dans les espaces agricoles, renforcement des infrastructures) ainsi que les objectifs de préservation visés (atteinte du bon état des milieux) sont cohérents avec la Trame verte et bleue de l'Arrageois et les projets en cours ou à venir sur le territoire.

Milieux	Objectif (non exhaustif)	Exemple d'action locale
Forêts	Maintenir et renforcer les couvertures forestières et boisées	Plan de boisement (travaux en cours)
Zones humides	Maintien des fonctions hydrologiques des zones humides	Restauration des marais de Fampoux (réalisé)
Cours d'eau	Rétablissement des continuités écologiques et sédimentaires Atteinte du bon état écologique	Restauration des berges du canal d'Arras à Saint Laurent Blangy (réalisé)
Prairies et bocages	Plantation de haies dans les secteurs agricoles ouverts	Maillage boisé (maîtrise d'œuvre à lancer)

Compte tenu de ce qui précède, il vous est proposé, après avis de la Commission compétente et du Bureau, d'émettre un avis favorable au projet de SRCE-TVB, sous réserve du maintien des dispositifs de financements dont les taux et la liste des opérations éligibles ne sont connus que pour le dispositif actuel (soit jusque fin 2013).

« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de LILLE ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté Urbaine d'Arras. Étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal »

